

DAAAT

Transmis à :

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

TSA 70723 75334 PARIS Cedex 07

Localisation :

20 avenue de Ségur 75007 Paris



Direction des services
administratifs et financiers

RESPONSABLE D'ACTIVITE : Christophe MASSON Coordination Management Manag

VISA :

le : 13/06/2025

Coordination Management Manag
- 78311 MAUREPAS
Tél. 01 30 51 30 79 - Fax 01 30 51 45 53
cm@manag.fr
SARL au Capital de 200 000€
RCS Versailles N° 449 901 420 APE 7022Z

Rapport n°13062025-289-MT :

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits
contenant de l'amiante avant travaux

**57V –Restauration d'une ancienne glacière du XVIIIème siècle,
dans le parc de l'Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne 75007 PARIS**

SOMMAIRE

1. NATURE DE LA MISSION	3
2. DONNEUR D'ORDRE.....	3
3. REFERENCE DE LA COMMANDE OU DU CONTRAT	3
4. LABORATOIRE EXECUTANT LES ANALYSES.....	3
5. IDENTIFICATION ET LOCATION DE L'IMMEUBLE BATI.....	3
6. CONCLUSIONS.....	3
7. ACTIONS A ENTREPRENDRE PAR LE PROPRIETAIRE	4
8. DEROULEMENT DE LA MISSION	4
9. EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION OU DE DEGRADATION.....	4
10. RESULTATS.....	5
11. MATERIAUX A RECHERCHER (ANNEXE A.1 DE LA NORME NFX 46-020) :.....	6
12. ANNEXE 1 – RAPPORTS D'ANALYSES	8
13. ANNEXE 2 –CERTIFICATION ET ASSURANCE.....	14

1. NATURE DE LA MISSION

Dans le cadre du code de la santé publique, article R1334-14 à R1334-29 et du décret N°2001-840 du 13 septembre 2001 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, **Coordination Management** a été sollicité pour réaliser une mission de recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA).

La présente mission a été réalisée conformément à la norme AFNOR NFX 46-020 relative au « Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie » et la FD 46-041 Octobre 2020 « Fascicule d'interprétation de la norme NF X 46-020 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie »

Cette mission est limitée aux éléments de la construction accessible lors de l'intervention de l'opérateur de repérage et concernés par les travaux.

2. DONNEUR D'ORDRE

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

TSA 70723 75334 PARIS Cedex 07

Localisation : 20 avenue de Ségur 75007 Paris

3. REFERENCE DE LA COMMANDE OU DU CONTRAT

Bon de commande n° 1513086392 - Dossier 289

4. LABORATOIRE EXECUTANT LES ANALYSES

DEKRA

ZI La Prairie - 10 rue de la Prairie - Bât. 6 - 91140 VILLEBON sur YVETTE

N° Tél. : 01.69.32.01.00

5. IDENTIFICATION ET LOCATION DE L'IMMEUBLE BATI

57V –Restauration d'une ancienne glacière du XVIIIème siècle, dans le parc de l'Hôtel de Matignon (Les travaux se concentreront principalement sur l'ancienne maçonnerie et son étanchéité avec quelques sujets mineurs techniques (une porte en bois et d'anciennes alimentations électriques à curer notamment) - 57 rue de Varenne 75007 PARIS

6. CONCLUSIONS

Le diagnostic réalisé concernant le programme des travaux, atteste présence d'amiante :

NON

Il a été repéré des matériaux ne contenant pas sur décision de l'opérateur :

- Néant

Il a été repéré des matériaux contenant de l'amiante après analyse :

- Néant

Il a été repéré des matériaux ne contenant pas d'amiante après analyse :

P1	Enduit peinture	Porte accès glacière
P2	Badigeon pierre	Voûte & plafond
P3	Joint ciment	Voûte
P4	Joint mortier	Voûte puit
P5	Joint ciment prompt	Pied droite galerie
P6	Cailloux	De propreté - Allée et puit

Conclusions de l'opérateur :

- Il n'a pas été repéré des matériaux et produit contenant de l'amiante dans d'autres éléments de construction dans le cadre du programme des travaux

Principes généraux de prévention des risques Sécurité, Protection de la Santé des Travailleurs affectés au programme des travaux :

- **Attention !** si l'encadrement et/ou les salariés du chantier constatent dans le bâtiment d'autres matériaux suspects, ceux-ci sont priés d'avertir l'opérateur et le Maître d'ouvrage de l'opération et d'effectuer un balisage d'interdiction de zone.

7. ACTIONS A ENTREPRENDRE PAR LE PROPRIETAIRE

- Néant

8. DEROULEMENT DE LA MISSION

Repérage

Nom de l'opérateur de repérage : Christophe MASSON

N° de Certification LCP/-0021 du 08/08/2016 & LCP N°627 DU 22/10/2021

Date de l'intervention : 22/04/2025

Identité et fonction de l'accompagnateur : M. BERARDI Conducteur d'opérations immobilières

9. EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION OU DE DEGRADATION

- Néant

10. RESULTATS

Le tableau 1 ci-après précise pour chaque pièce visitée, la présence d'amiante supposée ou confirmée et les composants de la construction concernés.

Tableau 1

Désignation du local	Composante de la construction	Partie des composants à vérifier	Présence d'amiante décision opérateur		Référence du prélèvement	Présence d'amiante dans le prélèvement	Etat de conservation et état de dégradation	
(1)	(2)	(3)	(4)		(5)	(6)		
Porte accès glacière	Enduit	Enduit peinture	-	-	P1	NON	-	-
Voûte & plafond	Enduit	Badigeon pierre	-	-	P2	NON	-	-
Voûte	Enduit	Joint ciment	-	-	P3	NON	-	-
Voûte puit	Enduit	Joint mortier	-	-	P4	NON	-	-
Pied droite galerie	Enduit	Joint ciment prompt	-	-	P5	NON	-	-
De propreté - Allée et puit	Enduit	Cailloux	-	-	P6	NON	-	-

Locaux Inaccessibles : Néant

Légende du tableau 1

- (1) Identification du local examiné (cuisine, séjour...)
- (2) Composant de la construction : selon liste dans le tableau 2 ci-après
- (3) Partie du composant à vérifier ou à sonder : selon liste dans le tableau 2 ci-après
- (4) Oui ou Non sur décision de l'opérateur
- (5) N° d'ordre : XXX : prélèvement réalisé dans le local
SE XXX : prélèvement représentatif de la zone
- (6) Oui ou Non
MND Matériaux non dégradés

11. MATERIAUX A RECHERCHER (ANNEXE A.1 DE LA NORME NFX 46-020) :

Tableau 2

MATERIAUX A RECHERCHER (ANNEXE A.1 DE LA NORME NFX 46-020)

Utilisé pour compléter les colonnes (2) et (3) du tableau 1

<u>Composant de la construction</u>	<u>Parties du composant à vérifier ou à sonder</u>	<u>Zone homogène de présence d'amiante</u>	<u>Etat de conservation</u>
1. Toiture et étanchéité			
Plaques ondulées. Ardoises. Eléments ponctuels. Revêtements bitumineux d'étanchéité. Accessoires de toitures.	Plaques en fibres-ciment. Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment. Conduits de cheminée, conduits de ventilation... Bardeaux d'asphalte ou bitume ("shingle"), pare-vapeur, revêtements et colles. Rivets, faitages, closoirs...	NON	
2. Façades			
Panneaux-sandwichs. Bardages. Appuis de fenêtres.	Plaques, joints d'assemblage, tresses... Plaques et "bacs" en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage. Éléments en fibres-ciment.	NON	
3. Parois verticales intérieures et enduits			
Murs et cloisons. Poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons légères ou préfabriquées. Gaines et coffres verticaux. Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), peintures intumescentes, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/ têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment. Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux. Vantaux et joints.	NON	
4. Plafonds et faux plafonds			
Plafonds. Poutres et charpentes (périphériques et intérieurs). Interfaces entre structures. Gaines et coffres horizontaux. Faux plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite). Flocages, enduits projetés, peintures intumescentes. Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux. Panneaux et plaques.	NON	
5. Revêtements de sol et de murs			
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement). Revêtement de murs	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations. Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.	NON	
6. Conduits, canalisations et équipements			
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides). Conduits de vapeur, fumée, échappement. Clapets/ volets coupe-feu. Vide-ordures.	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment. Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons. Clapet, volet, rebouchage. Conduit en fibres-ciment.	NON	

7. Ascenseurs et monte-charge			
Portes palières. Trémie, machinerie.	Portes et cloisons palières. Flocage, bourre, mur/ plancher, joint mousse.	NON	
8. Équipements divers			
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.	NON	
9. Installations industrielles			
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages.	NON	
10. Coffrages perdus			
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Éléments en fibres-ciment.	NON	
11. Autres voies et réseaux			
Revêtement routier Conduits	Enrobé Éléments en fibres-ciment.	NON	

Liste de base à compléter par les composants de la construction concernés par les travaux en référence avec la stratégie de prélèvement définie par la norme NFX 46-020. Liste C mentionnée à l'article R. 1334-22

12. ANNEXE 1 – RAPPORTS D'ANALYSES



DEKRA Prélèvements & Analyses
Siège social : 19 rue Stuart Mill - Parc d'activité de
Limoges Sud Orange - 87000 LIMOGES
SAS au capital de 5 200 000 €
SIRET : 834306797 00012 - Code APE : 7120B
RCS : Limoges 834 306 797
N° Intracommunautaire : FR 12834306797
dpa.commerciaux.fr@dekra.com

COORDINATION MANAGEMENT
BOITE POSTALE 17
Place des Echoppes
78311 MAUREPAS CEDEX
A l'attention de MASSON Christophe



57V RESTAURATION D'UNE ANCIENNE
GLACIERE DU XVIIIEME SIECLE DANS LE
PARC DE L'HOTEL DE MATIGNON N°298
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Rapport d'essai N° 2048461 Révision 0
Nbre d'échantillon(s) : 6

RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.
Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au client.

ECHANTILLON N° 1890233

DONNÉES CLIENT

Prélevé par : CHRISTOPHE MASSON Transporté par : La Poste
Réceptionné par : Sophie BRETON Le : 28/04/25
Référence de l'échantillon : P1 Date de prélèvement : 22/04/25
Description de l'échantillon : Enduit peinture
Localisation : Porte accès glacière
Remarques : partie fibreuse non détectée en amiante au MOLP par Abdoulaye CAMARA

ANALYSE(S) *

Statut de l'échantillon : Conforme, échantillon apte à la préparation.
Arrêté du 1^{er} octobre 2019 – Parties pertinentes de la norme NFX 43-050
Préparation de l'échantillon par calcination et/ou attaque acide et/ou attaque chimique suivant la méthode de préparation interne
LAB/TEC/PR/001. Puis dépôt sur une grille de cuivre de microscopie carbonée en vue d'une analyse par microscopie électronique à
transmission analytique (META).

Lieu d'analyse : Villebon sur Yvette - 12 avenue du Québec, Bâtiment Iris
- Zone Courtaboeuf - 91140 Villebon-sur-Yvette

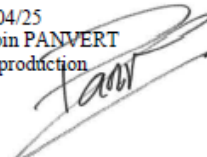
Date d'analyse : 30/04/25

Par : DPA/Abderrahim OUAYA

EXAMEN VISUEL ET MICROSCOPIQUE							
Couches analysées	Description	Texture	Couleur	Méthode d'analyse	Nombre de préparation	Nombre de grilles lues	Type de fibre d'amiante détectée
Couche 1	matériau	cassant	noir	MET	3	2	Non détecté
Couche 2	matériau	fibreuse/souple	marron				
Couches indissociables :		toutes					

Motif d'indissociabilité : Quantité insuffisante d'une ou plusieurs couches fournies pour analyse séparée.
Le "Non détecté" correspond à une teneur inférieure à notre limite de détection qui est de 0,1 % massique (intervalle de confiance à 95 %).

Validé le 30/04/25
Par DPA/Robin PANVERT
Responsable production



57V RESTAURATION D'UNE ANCIENNE
GLACIERE DU XVIIIEME SIECLE DANS LE
PARC DE L'HOTEL DE MATIGNON N°298
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Rapport d'essai N° 2048461 Révision 0

Nbre d'échantillon(s) : 6

RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.
Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au client.

ECHANTILLON N° 1890234

DONNÉES CLIENT

Prélevé par :	CHRISTOPHE MASSON	Transporté par :	La Poste
Réceptionné par :	Sophie BRETON	Le :	28/04/25
Référence de l'échantillon :	P2	Date de prélèvement :	22/04/25
Description de l'échantillon :	Badigeon pierre		
Localisation :	Voûte & plafond		

ANALYSE(S) *

Statut de l'échantillon : Conforme, échantillon apte à la préparation.

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 – Parties pertinentes de la norme NFX 43-050

Préparation de l'échantillon par calcination et/ou attaque acide et/ou attaque chimique suivant la méthode de préparation interne LAB/TEC/PR/001. Puis dépôt sur une grille de microscopie carbonée en vue d'une analyse par microscopie électronique à transmission analytique (META).

Lieu d'analyse : Villebon sur Yvette - 12 avenue du Québec, Bâtiment Iris
- Zone Courtaboeuf - 91140 Villebon-sur-Yvette

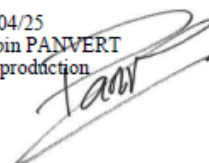
Date d'analyse : 30/04/25

Par : DPA/Abderrahim OUAYA

EXAMEN VISUEL ET MICROSCOPIQUE							
Couches analysées	Description	Texture	Couleur	Méthode d'analyse	Nombre de préparation	Nombre de grilles lues	Type de fibre d'amiante détectée
Couche 1	matériau	dur	beige/gris	MET	1	2	Non détecté

Le "Non détecté" correspond à une teneur inférieure à notre limite de détection qui est de 0,1 % massique (intervalle de confiance à 95 %).

Validé le 30/04/25
Par DPA/Robin PANVERT
Responsable production



57V RESTAURATION D'UNE ANCIENNE
GLACIERE DU XVIIIEME SIECLE DANS LE
PARC DE L'HOTEL DE MATIGNON N°298
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Rapport d'essai N° 2048461 Révision 0
Nbre d'échantillon(s) : 6

RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.
Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au client.

ECHANTILLON N° 1890235

DONNÉES CLIENT

Prélevé par :	CHRISTOPHE MASSON	Transporté par :	La Poste
Réceptionné par :	Sophie BRETON	Le :	28/04/25
Référence de l'échantillon :	P3	Date de prélèvement :	22/04/25
Description de l'échantillon :	Joint ciment		
Localisation :	Voûte		

ANALYSE(S) *

Statut de l'échantillon : Conforme, échantillon apte à la préparation.

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 – Parties pertinentes de la norme NFX 43-050

Préparation de l'échantillon par calcination et/ou attaque acide et/ou attaque chimique suivant la méthode de préparation interne LAB/TEC/PR/001. Puis dépôt sur une grille de microscopie carbonée en vue d'une analyse par microscopie électronique à transmission analytique (META).

Lieu d'analyse : Villebon sur Yvette - 12 avenue du Québec, Bâtiment Iris
- Zone Courtaboeuf - 91140 Villebon-sur-Yvette

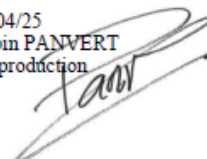
Date d'analyse : 30/04/25

Par : DPA/Abderrahim OUAYA

EXAMEN VISUEL ET MICROSCOPIQUE							
Couches analysées	Description	Texture	Couleur	Méthode d'analyse	Nombre de préparation	Nombre de grilles lues	Type de fibre d'amiante détectée
Couche 1	joint	dur	gris	MET	1	2	Non détecté

Le "Non détecté" correspond à une teneur inférieure à notre limite de détection qui est de 0,1 % massique (intervalle de confiance à 95 %).

Validé le 30/04/25
Par DPA/Robin PANVERT
Responsable production



57V RESTAURATION D'UNE ANCIENNE
GLACIERE DU XVIIIEME SIECLE DANS LE
PARC DE L'HOTEL DE MATIGNON N°298
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Rapport d'essai N° 2048461 Révision 0
Nbre d'échantillon(s) : 6

RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.
Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au client.

ECHANTILLON N° 1890236

DONNÉES CLIENT

Prélevé par :	CHRISTOPHE MASSON	Transporté par :	La Poste
Réceptionné par :	Sophie BRETON	Le :	28/04/25
Référence de l'échantillon :	P4	Date de prélèvement :	22/04/25
Description de l'échantillon :	Joint mortier		
Localisation :	Voûte puit		

ANALYSE(S) *

Statut de l'échantillon : Conforme, échantillon apte à la préparation.

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 – Parties pertinentes de la norme NFX 43-050

Préparation de l'échantillon par calcination et/ou attaque acide et/ou attaque chimique suivant la méthode de préparation interne LAB/TEC/PR/001. Puis dépôt sur une grille de microscopie carbonée en vue d'une analyse par microscopie électronique à transmission analytique (META).

Lieu d'analyse : Villebon sur Yvette - 12 avenue du Québec, Bâtiment Iris
- Zone Courtaboeuf - 91140 Villebon-sur-Yvette

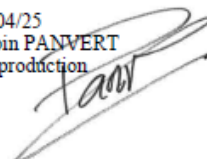
Date d'analyse : 30/04/25

Par : DPA/Abderrahim OUAYA

EXAMEN VISUEL ET MICROSCOPIQUE							
Couches analysées	Description	Texture	Couleur	Méthode d'analyse	Nombre de préparation	Nombre de grilles lues	Type de fibre d'amiante détectée
Couche 1	joint	dur	beige	MET	1	2	Non détecté

Le "Non détecté" correspond à une teneur inférieure à notre limite de détection qui est de 0,1 % massique (intervalle de confiance à 95 %).

Validé le 30/04/25
Par DPA/Robin PANVERT
Responsable production



57V RESTAURATION D'UNE ANCIENNE
GLACIERE DU XVIIIEME SIECLE DANS LE
PARC DE L'HOTEL DE MATIGNON N°298
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Rapport d'essai N° 2048461 Révision 0
Nbre d'échantillon(s) : 6

RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.
Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au client.

ECHANTILLON N° 1890237

DONNÉES CLIENT

Prélevé par :	CHRISTOPHE MASSON	Transporté par :	La Poste
Réceptionné par :	Sophie BRETON	Le :	28/04/25
Référence de l'échantillon :	P5	Date de prélèvement :	22/04/25
Description de l'échantillon :	Joint ciment prompt		
Localisation :	Pied droite galerie		

ANALYSE(S) *

Statut de l'échantillon : Conforme, échantillon apte à la préparation.

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 – Parties pertinentes de la norme NFX 43-050

Préparation de l'échantillon par calcination et/ou attaque acide et/ou attaque chimique suivant la méthode de préparation interne LAB/TEC/PR/001. Puis dépôt sur une grille de microscopie carbonée en vue d'une analyse par microscopie électronique à transmission analytique (META).

Lieu d'analyse : Villebon sur Yvette - 12 avenue du Québec, Bâtiment Iris
- Zone Courtaboeuf - 91140 Villebon-sur-Yvette

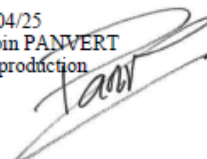
Date d'analyse : 30/04/25

Par : DPA/Abderrahim OUAYA

EXAMEN VISUEL ET MICROSCOPIQUE							
Couches analysées	Description	Texture	Couleur	Méthode d'analyse	Nombre de préparation	Nombre de grilles lues	Type de fibre d'amiante détectée
Couche 1	joint	dur	beige/gris	MET	1	2	Non détecté

Le "Non détecté" correspond à une teneur inférieure à notre limite de détection qui est de 0,1 % massique (intervalle de confiance à 95 %).

Validé le 30/04/25
Par DPA/Robin PANVERT
Responsable production



57V RESTAURATION D'UNE ANCIENNE
GLACIERE DU XVIIIEME SIECLE DANS LE
PARC DE L'HOTEL DE MATIGNON N°298
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Rapport d'essai N° 2048461 Révision 0

Nbre d'échantillon(s) : 6

RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.
Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au client.

ECHANTILLON N° 1890238

DONNÉES CLIENT

Prélevé par :	CHRISTOPHE MASSON	Transporté par :	La Poste
Réceptionné par :	Sophie BRETON	Le :	28/04/25
Référence de l'échantillon :	P6	Date de prélèvement :	22/04/25
Description de l'échantillon :	Cailloux		
Localisation :	De propreté - Allée et puit		

ANALYSE(S) *

Statut de l'échantillon : Conforme, échantillon apte à la préparation.

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 – Parties pertinentes de la norme NFX 43-050

Préparation de l'échantillon par calcination et/ou attaque acide et/ou attaque chimique suivant la méthode de préparation interne LAB/TEC/PR/001. Puis dépôt sur une grille de microscopie carbonée en vue d'une analyse par microscopie électronique à transmission analytique (META).

Lieu d'analyse : Villebon sur Yvette - 12 avenue du Québec, Bâtiment Iris
- Zone Courtaboeuf - 91140 Villebon-sur-Yvette

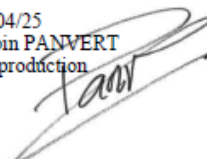
Date d'analyse : 30/04/25

Par : DPA/Abderrahim OUAYA

EXAMEN VISUEL ET MICROSCOPIQUE							
Couches analysées	Description	Texture	Couleur	Méthode d'analyse	Nombre de préparation	Nombre de grilles lues	Type de fibre d'amiante détectée
Couche 1	matériau	dur	gris	MET	1	2	Non détecté

Le "Non détecté" correspond à une teneur inférieure à notre limite de détection qui est de 0,1 % massique (intervalle de confiance à 95 %).

Validé le 30/04/25
Par DPA/Robin PANVERT
Responsable production



13. ANNEXE 2 –CERTIFICATION ET ASSURANCE



Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier
N°627

Monsieur MASSON Christophe

<p>Amiante sans mention Selon arrêté du 02 juillet 2018</p> <p>Amiante avec mention Selon arrêté du 02 juillet 2018</p> <p>Plomb sans mention Selon arrêté du 02 juillet 2018</p>	<p>Amiante Date d'effet : 22/10/2021 - Date d'expiration : 21/10/2028</p> <p>Missions spécifiques, bâtiments complexes Date d'effet : 22/10/2021 - Date d'expiration : 21/10/2028</p> <p>Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 22/10/2021 - Date d'expiration : 21/10/2028</p>
--	--

Ce certificat est émis pour servir et valoir ce que de droit,
Edité le 04/04/2023, à Pessac par MOLEZUN Jean-Jacques Président.

Siège : 25, avenue Léonard de Vinci – Technoparc Europarc – 33600 PESSAC
Salles d'exams : 71/73, rue Desnouettes – 75015 PARIS
Tél : 05.33.89.39.30 – Mail : contact@lcp-certification.fr - site : www.lcp-certification.fr
SAS au capital de 15 000€ - SIRET : 80914919800032 – RCS BORDEAUX – 809 149 198 - Code APE : 7022 Z
Enr487@ LE CERTIFICAT V011 du 16-12-2022




Accréditation N° 4-0590
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



P1G134651

Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218

1.00000000232-1453.29241128 1,kg

8241128073005610000277



CM HOLDING
17 PLACE DES ECHOPPES
78310 MAUREPAS

Pour tout renseignement contacter :
SMABTP ANTONY
CS 90039
2-6 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
92184 ANTONY CEDEX
Tél. : 01.58.01.67.00
Courriel : wesley_lahcene@smabtp.fr

Attestation d'assurance
Contrat d'assurance GLOBAL INGENIERIE
Période de validité : du 01/01/2025 au 31/12/2025

SMABTP désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle GLOBAL INGENIERIE numéro 270964T7302000 / 001 557631/35.



Bénéficiaire(nt) de la qualité d'assuré :

- Le souscripteur
- Raison sociale : COORDINATION - MANAGEMENT - MANAG
Adresse : 17 PLACE DES ECHOPPES
BP 17
78310 MAUREPAS
SIREN : 449901420
- Raison sociale : MANAG
Adresse : 39 RUE ROBERT SURCOUF
APPARTEMENT 105
78310 MAUREPAS
SIREN : 852730217

1 - PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

1-1 Missions bénéficiant des garanties d'assurance de responsabilité décennale obligatoire et complémentaire, de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance et des garanties de responsabilité civile

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

- Mission : Maîtrise d'oeuvre et coordination de Système de Sécurité Incendie

Définition :

Mission de maîtrise d'oeuvre et/ou coordination de système de sécurité incendie en phase conception et réalisation d'ouvrages.

Cette mission inclut l'ingénierie des risques d'incendie pour la prévention des risques et le respect des normes de sécurité incendie et l'audit de systèmes de sécurité incendie avec suivi de travaux. Cette mission exclut les vérifications.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218
Attestation

2/7

- **Mission : Maîtrise d'oeuvre de conception et de réalisation**

Définition :

Mission complète de maîtrise d'oeuvre (études générales) comportant :

- la conception (établissement de tous documents, pièces écrites et plans),
- la réalisation (direction, contrôle général des travaux et réception des travaux).

- **Mission : Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier**

Définition :

Mission limitée à l'ordonnancement, au pilotage et à la coordination du chantier, y compris les missions d'organisation et d'animation de la synthèse, à l'exclusion de toute mission de réalisation de la synthèse ou toute mission totale ou partielle de maîtrise d'oeuvre en phase conception ou suivi/réalisation.

- **Mission : Economie de la construction**

Définition :

Missions dans les phases économiques et financières de la conception et de l'exécution des travaux, accomplies dans le cadre ou non d'une équipe pluridisciplinaire, l'assuré n'exécutant ni les plans d'architecte, ni les études techniques spécialisées.

Cette mission comporte également la participation de l'économiste à l'établissement du CCTP et à la rédaction des marchés de travaux.

- **Mission : Maîtrise d'oeuvre amiante**

Définition :

Maîtrise d'oeuvre de désamiantage.

1-2 Missions bénéficiant des garanties d'assurance de responsabilité civile hors garanties d'assurance de responsabilité décennale obligatoire et complémentaire et de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

- **Mission : Diagnostics techniques immobiliers hors amiante**

Définition :

Mission relative au diagnostic techniques immobiliers hors amiante réalisé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'oeuvre.

- **Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**

Définition :

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé définie par la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 et le décret n° 94-1159 du 26/12/1994.

- **Mission : Métré vérification**

Définition :

Mission limitée à l'établissement et/ou à la vérification de devis quantitatifs et/ou estimatifs, à l'exclusion des devis descriptifs.

- **Mission : Expertise amiable et/ou arbitrage**

Définition :

Mission d'expertise confiée à l'expert, par une compagnie d'assurance ou par un particulier (à l'exclusion de toute mission d'étude technique et/ou de maîtrise d'oeuvre).

Mission d'arbitrage en cas de litige touchant des opérations de construction.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296





PIG134651

N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218
Attestation

3/7

- Mission : Diagnostic Amiante

Définition :

Repérage et diagnostic effectués dans le cadre de la réglementation en vigueur relative à la présence et à l'état de l'amiante dans les bâtiments et comprenant, le cas échéant, les prélèvements de matériaux pouvant contenir de l'amiante et l'analyse qualitative de ces prélèvements sous condition que cette analyse soit effectuée par un organisme compétent en microscopie optique en lumière polarisée ou maîtrisant toute autre méthode équivalente et assuré en responsabilité professionnelle pour ce type d'activité.

- Mission : Assistance au maître d'ouvrage

Définition :

Mission d'assistance et de conseil au maître de l'ouvrage pour l'évaluation, la programmation, la budgétisation, la passation des marchés, les choix techniques et/ou architecturaux d'une opération de construction, au stade de la conception et/ou de la réalisation, à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD), de maîtrise d'œuvre, de mandataire du maître de l'ouvrage ou de toute autre prestation.

2 - GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE



Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1-1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A-243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

SMA BTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.
Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMA Vie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218
Attestation

4/7

2.1 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 - GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage, sans pouvoir excéder en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

2.3 - GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 750 000 euros par sinistre et par an.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.
Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directeur et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218
Attestation

5/7

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera appliqué la règle proportionnelle prévue à l'article L121-5 du code des assurances ;
- aux missions professionnelles, travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 1-1 ci-avant.



Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-2, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	3 000 000 euros par sinistre et par an

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMA BTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMA Vie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218
Attestation

6/7

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	8 000 000 euros par sinistre
Dommages matériels et immatériels	2 000 000 euros par sinistre
- dont dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 euros par sinistre
- dont dommages aux biens des préposés	50 000 euros par sinistre

5 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités aux paragraphes 2 et 3 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées aux paragraphes 1-1 et 1-2 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	8 000 000 euros par sinistre et par an
Dommages matériels et immatériels France	4 000 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages aux biens confiés	200 000 euros par sinistre et par an
Dommages matériels et immatériels pour les pays limitrophes de la France	1 500 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages aux biens confiés	200 000 euros par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement y compris ceux dus ou liés à l'amiante	1 000 000 euros par sinistre et par an
Responsabilité environnementale (pour les dommages survenus pendant la période de validité de la présente attestation et constatés pendant cette même période)	150 000 euros par sinistre et par an

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directeur et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296





PIG134651

N° assuré : 270964T
N° contrat : 7302000 / 001 557631/35
N° SIREN : 494152218
Attestation

7/7

La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
le 28/11/2024

Le Directeur Général



SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296



Éléments d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon

permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES de SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment... la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

Coordination Management - Manag

Boîte Postale 10017 - 78311 MAUREPAS CEDEX

☎ 01.30.51.30.79 - 📠 01.30.51.45.53 - ✉ cm@manag.fr

<http://coordinationmaurepas.wix.com/coordination>

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;

- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.